



CEA/DEN/CAD/DIR/CSN
DO 71

28/01/19



Diffusé le 28/01/19

NOTE

DESTINATAIRE : In Fine

OBJET : Politique du CEA relative à la Protection des Intérêts
Période 2018 - 2021

ÉMETTEUR : Directeur du Centre de Cadarache

En application de l'article 2.3.1 de l'arrêté du 7 février 2012, dit Arrêté INB, le CEA a mis à jour sa politique de protection des intérêts mentionnés au L. 593-1 du code de l'environnement.

Cette politique de protection des intérêts pour la période 2018-2021 poursuit la dynamique engagée les années précédentes avec les mêmes objectifs premiers:

- de recherche permanente d'amélioration de la sûreté nucléaire des INB ;
- de surveillance de l'impact de leurs activités sur l'environnement;
- et d'amélioration des dispositifs de gestion des situations d'urgence.

Vous trouverez en pièces jointes une copie de cette politique ainsi que la note de l'Administrateur Général la diffusant.

Je vous rappelle qu'en application de l'article 2.3.2 de l'arrêté INB, cette politique de protection des intérêts doit être diffusée, connue, comprise et appliquée par l'ensemble des personnes amenés à la mettre en œuvre dont notamment les intervenants extérieurs.

Ainsi, je vous demande d'une part de prendre les dispositions auprès de votre personnel afin que les éléments pertinents de cette politique lui soient communiqués et de vous assurer qu'il les applique.

D'autre part je vous demande de diffuser cette politique à l'ensemble de vos intervenants extérieurs réalisant des activités importantes pour la protection (AIP) au sens de l'arrêté du 7 février 2012 et de la joindre à vos cahiers des charges futurs, conformément à la procédure centre DEN/CAD/DIR/PR 031.

J.M. Morey
Directeur du CEA Cadarache
par intérim

Pièces Jointes:

1. Lettre AG 2018-231 du 19 décembre 2018
2. Instruction DSSN ORG-03-21 : Politique en matière de protection des intérêts mentionnés à l'article L.593-1 du code de l'environnement - Années 2018-2021
3. Note AG 2018-232 du 19 décembre 2018 formalisant l'engagement du CEA, sous format A4 affichable.

Destinataires :

Direction

- DIR
- DAdj
- DDSS
- DIR : M. Labatut

Départements

- DSN
- DER
- DEC
- DTN
- DSTG
- D2S
- DPIE

DDCC

- UADC
- DDCC/UADC/SIAD
- DDCC/UADC/SIAD – R. Dousson

INB

- Chefs INB

Services

- DSTG/STL
- DSTG/STL/G2M
- DSTG/STIC
- DSTG/SC
- DPIE/SMCP
- DPIE/SA2S
- DSN/SEEC
- DSN/STME
- DSN/SGTD
- DSN/STMR
- DER/SPESI
- DER/SRJH
- DEC/SETC
- DEC/SA3E
- DTN/SMTA
- D2S/SPR
- D2S/FLS

Cellules

- CQSE: E. Alvitre- JL Dauriac
- CSMN : SDx – EF - Tous CA
- CSMN : Archives



NOTE

Saclay, le	19 décembre 2018
N/Réf. :	AG 2018-231
DESTINATAIRES :	<i>In fine</i>
OBJET :	Politique de protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement - Années 2018-2021
EMETTEUR :	L'Administrateur général

Conformément à l'article 2.3.1 de l'arrêté du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base (ci-après, « l'arrêté INB »), l'exploitant « *établit et s'engage à mettre en œuvre une politique en matière de protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement* ». La protection de ces intérêts que sont la sécurité, la santé et la salubrité publiques ainsi que la protection de la nature et de l'environnement se traduit, pour le CEA, par l'implication de l'ensemble des personnels sur les enjeux de sécurité.

« Cette politique définit des objectifs, précise la stratégie de l'exploitant pour les atteindre et les ressources qu'il s'engage à y consacrer. L'exploitant formalise cette politique, ainsi que son engagement à la mettre en œuvre, dans un document qu'il tient à la disposition de l'Autorité de sûreté nucléaire et des instances représentatives de son personnel. »

L'article L. 593-6 du code de l'environnement dispose que l'exploitant « *accorde la priorité à la protection des intérêts susmentionnés et à son amélioration permanente, en premier lieu par la prévention des accidents et la limitation de leurs conséquences au titre de la sûreté nucléaire. Il formalise cette politique dans un document affirmant explicitement cette priorité* ».

Depuis de nombreuses années, le CEA pérennise sa politique de sécurité, en particulier en ce qui concerne la sûreté nucléaire, sous la forme d'un plan pluriannuel d'amélioration continue de la sécurité, selon les modalités suivantes :

- cette politique est diffusée par note de l'Administrateur général du CEA qui formalise son engagement. J'ai renouvelé cet engagement avec la diffusion, le 28 mai 2018, du plan quadriennal d'amélioration continue de la sécurité pour la période 2018 – 2021 ;
- les orientations de ce plan sont déclinées annuellement au travers des directives sécurité émises par le Directeur de la sécurité et de la sûreté nucléaire ;

- enfin, conformément à la Note d'instruction générale n° 613 du 26 février 2012 relative à l'organisation de la sécurité au CEA, les contrats d'objectifs sécurité (COS) signés entre l'Administrateur général et les directeurs opérationnels concernés détaillent les ressources associées à ces actions.

Afin de répondre aux exigences de l'arrêté INB mentionnées ci-dessus, les centres comprenant une ou plusieurs INB doivent s'appuyer sur le document ci-joint, intitulé « Politique de protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement - Années 2018-2021 », qui identifie, pour la période concernée, les actions relevant de la protection des intérêts concernant les INB, inscrites au plan quadriennal d'amélioration continue de la sécurité au CEA susmentionné. Il ne fixe pas de nouvelles prescriptions par rapport à ce plan.

Concernant l'obligation de préciser les ressources associées à la politique de protection des intérêts, les COS en vigueur pour l'année 2018 s'appliquent en l'état, et les ressources spécifiquement nécessaires à l'application de cette politique pour les années suivantes seront identifiées à l'occasion de l'élaboration des COS suivants.

La politique de protection des intérêts au CEA doit être connue et appliquée par l'ensemble des personnels amenés à la mettre en œuvre, y compris ceux des intervenants extérieurs. Elle doit donc faire l'objet d'une large diffusion auprès des personnels concernés. Par conséquent, vous voudrez bien faire afficher dans toutes les INB (par exemple, à l'entrée et dans les vestiaires des installations) la note en version A4 ci-jointe formalisant l'engagement pris au nom du CEA.

La politique de protection des intérêts au CEA est à la disposition de l'ASN et des instances représentatives du personnel des centres concernés.



François JACQ

P.J. :

- Instruction DSSN : Politique de protection des intérêts mentionnés à l'article L.593-1 du code de l'environnement - Années 2018-2021
- Note AG 2018-232 du 19 décembre 2018 formalisant l'engagement du CEA, sous format A4 affichable

Destinataires :

Mme l'Administrateur général adjoint

Laurence PIKETTY

MM. les directeurs opérationnels :

Directeur de l'énergie nucléaire (DEN)
Directeur de la recherche fondamentale (DRF)
Directeur de la recherche technologique (DRT)
Directeur des applications militaires (DAM)

Philippe STOHR
Vincent BERGER
Stéphane SIEBERT
François GELEZNIKOFF

Mmes et MM. les directeurs fonctionnels :

Directeur financière et des programmes (DFP)
Directeur des analyses stratégiques (DAS)
Directeur des achats et des partenaires stratégiques (DAPS)
Directeur de la sécurité et de la sûreté nucléaire (DSSN)
Direction juridique et du contentieux (DJC)
Direction des systèmes d'information (DSI)
Direction de la communication (DCom)
Direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHS)
Direction des relations internationales (DRI)

Marie-Astrid RAVON-BERENGUER
Monica de VIRGILIS
Franck LENA
Jean-Luc VO VAN QUI
Florence TOUITOU-DURAND
Louis ARRIVET
Marie-Ange FOLLACI
Armelle MESNARD
Anne LAZAR-SURY

MM. les directeurs dans le domaine fonctionnel de la sécurité :

Directeur de la qualité et de l'environnement (DQE) de la DEN
Directeur de la qualité et de la sécurité (DQSCG) de la DAM

Didier KIMMEL
Jean-Philippe BOUYER

Mme et MM. les directeurs de centre

Directeur du CEA/Cadarache
Directeur du CEA/Marcoule
Directeur du CEA/Paris-Saclay
Directeur du CEA/Grenoble
Directeur du CEA/CESTA
Directeur du CEA/Gramat
Directeur du CEA DAM/Île-de-France
Directeur du CEA/Le Ripault
Directeur du CEA/Valduc

Jean-Michel MOREY
Philippe GUIBERTEAU
Michel BÉDOUCHA
Philippe BOURGUIGNON
Jean-Pierre GIANNINI
Bénédicte GUILPART
Pierre BOUCHET
Yvan MARTIN
François BUGAUT

Mmes et MM. les directeurs adjoints de centre et directeurs délégués

Directeur adjoint du CEA/Marcoule
Directeur adjoint du CEA/Grenoble
Adjoint au directeur du CEA/Grenoble
Directeur adjoint du CEA/CESTA
Directeur adjoint du CEA/Gramat
Directeur adjoint du CEA DAM/Île-de-France
Directeur adjoint du CEA/Le Ripault
Directeur adjoint du CEA/Valduc
Directeur délégué à la sûreté et à la sécurité du CEA/Paris-Saclay
Directeur délégué à la sûreté et à la sécurité du CEA/Cadarache
Directeur délégué à la sûreté et à la sécurité du CEA/Marcoule

Catherine FILLET
Frédéric TOURNEBIZE
Thierry FAROUZ
Christian FORT
Laurence POULIZAC
Jacques BOUCHEZ
Jean-Philippe VERGER
Jean-Marie FONTAINE
Xavier SAMSON
Didier DALL'AVA
Colette HAAS

Mmes et MM. les ISE du CEA :

DAM/Cesta/DLG/STL

DAM/Dif/ISE

DAM/Gramat/GQSE

DAM/LR/ISE-CME

DAM/Va/ISE

DEN/Cad/CQSE

DEN/Mar/CSNSQ

DRF/Paris-Saclay/CQSE (Far)

DRF/Paris-Saclay/CQSE (Sac)

DRT/Gre/SPNS/CISE

Nathalie DELAUNAY

Franck AMIOT

Didier BERGUES

Roland GOLÉO

Christine DECUYPER

Eric ALVITRE

Michel BERARDO

Claude BOULLAIS

Sandrine RATEAU

Claudia MORESCO

Mmes et MM. les chefs de SCR :

DAM/Cesta/DLG/SPR

DAM/Dif/DASE/SPR

DAM/Gramat/DEA/STEX

DAM/LR/DSAT/SIO

DAM/Va/DSTA/SCR

DEN/Cad/D2S/SPR

DEN/Mar/DUSP/SPR

DRF/Paris-Saclay/USPS/SPRE

DRT/Gre/SPNS/GPRO

Didier SANNEQUIN

Stéphane LUCAS

Didier BERGUES (Pi)

Thierry LHERMITE

Philippe CROVISIER

Christophe GUY

Carole VIALLESOUBRANNE

Guy-Marc DECROIX

Bruno CAPECE

Mmes et MM. les chefs de cellules de sûreté :

DAM/Dif/CSE

DAM/CESTA/C2SE

DAM/VA/DIR/CSSE

DRF/IRFU/GANIL

DEN/MAR/DIR/CSNSQ

DEN/CAD/CSMN

DRF/Paris-Saclay/CCSIMN

DRT/GRE/SIE

Romain COSSEC

François FARAIL

Didier DEVILLARD

Marie-Hélène MOSCATELLO

Jean BRUNEL

Sylvain DARROUX

Françoise VAUFREY

Philippe CHARLETY


IGN

DSSN/DIR



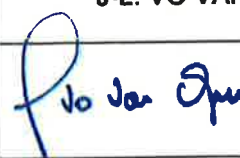
DSSN/SSGC

DSSN/SSN

DSSN/SPHE

 DSSN	Nature du document : Instruction		Page : 1 / 7
	Référence du document : ORG-03-21		
	Intitulé du processus ou du projet : Référentiel sécurité et sûreté nucléaire		

**Politique de protection des intérêts
mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement
Années 2018-2021**

	Rédaction	Vérification/Diffusion
Unité/Fonction :	DSSN/SSN DSSN/SPHE	DSSN/DIR
Nom :	J. COLLINET A. JACQUET-SHIMAHARA	J-L. VO VAN QUI
Date/Visa :	 12.12.2018 	

Référence du document : ORG-03-21	Page : 2 / 7
Titre du document : Politique de protection des intérêts - 2018-2021	

REF : Note d'instruction générale n° 694 du 26 janvier 2018 relative à l'organisation du CEA
 Note d'instruction générale n° 695 du 26 janvier 2018 relative aux missions et à l'organisation de la Direction de la sécurité et de la sûreté nucléaire (DSSN)
 Note d'instruction générale n° 613 du 26 février 2012 relative à l'organisation de la sécurité au CEA
 Note d'instruction générale n° 629 du 25 septembre 2012 relative à l'organisation CEA de la gestion des situations de crise
 Note d'instruction générale n° 606 du 18 juillet 2011 relative à la politique de sous-traitance
 Circulaire DSSN n° 2 du 26 avril 2018 relative au plan quadriennal d'amélioration continue de la sécurité au CEA - 2018-2021

Introduction

L'arrêté du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base (ci-après, « l'arrêté INB ») prévoit, dans son article 2.3.1 :

« I. — L'exploitant établit et s'engage à mettre en œuvre une politique en matière de protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement affirmant explicitement :

— la priorité accordée à la protection des intérêts susmentionnés, en premier lieu par la prévention des accidents et la limitation de leurs conséquences au titre de la sûreté nucléaire, par rapport aux avantages économiques ou industriels procurés par l'exploitation de son installation ou à l'avancement des activités de recherche liées à cette exploitation ;

— la recherche permanente de l'amélioration des dispositions prises pour la protection de ces intérêts.

Cette politique définit des objectifs, précise la stratégie de l'exploitant pour les atteindre et les ressources qu'il s'engage à y consacrer.

II. — L'exploitant formalise cette politique, ainsi que son engagement à la mettre en œuvre, dans un document qu'il tient à la disposition de l'Autorité de sûreté nucléaire et des instances représentatives de son personnel. »

En application de ces dispositions, la présente instruction a pour objet d'établir et de présenter la politique du CEA en matière de protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement (ci-après, « la politique de protection des intérêts »).

Elle définit les mesures que le CEA, en sa qualité d'exploitant d'installations nucléaires de base (INB), prend pour assurer, d'une part, la priorité donnée à la protection de ces intérêts, à savoir la sécurité, la santé et la salubrité publiques ainsi que la protection de la nature et de l'environnement, et d'autre part, la recherche permanente de l'amélioration de ces mesures. Elle matérialise l'engagement du CEA à mettre en œuvre cette politique, en définit les objectifs, précise la stratégie pour les atteindre.

La politique de protection des intérêts concerne les INB, dont l'exploitation est placée sous la responsabilité opérationnelle des équipes de la Direction de l'énergie nucléaire (DEN) sur les centres de Cadarache, Marcoule et Paris-Saclay, et s'applique à toutes les phases de la vie de ces installations, à savoir : la conception, la construction, le fonctionnement, la mise à l'arrêt définitif, le démantèlement, l'entretien et la surveillance.

Conformément à la NIG n° 613 relative à l'organisation de la sécurité au CEA, le contrat d'objectifs sécurité (COS), signé entre l'Administrateur général et le Directeur de la DEN, détaille les ressources associées aux différentes actions entreprises pour la mise en œuvre de cette politique.

Référence du document : ORG-03-21	Page : 3 / 7
Titre du document : Politique de protection des intérêts - 2018-2021	

Objectifs pour la période 2018-2021

La politique de protection des intérêts pour la période 2018-2021 poursuit la dynamique engagée les années précédentes, avec des objectifs similaires :

- surveillance des impacts de nos activités sur l'environnement, et réduction des émissions et effluents rejetés par les installations ;
- recherche permanente d'amélioration de la sûreté des installations nucléaires ;
- maîtrise des activités confiées à des prestataires ;
- gestion des situations d'urgence.

Ces objectifs doivent être mis en œuvre en s'attachant à déployer systématiquement une démarche de vigilance, de rigueur et d'attitude interrogative.

A. Santé, sécurité et salubrité publiques

a. Prévention du risque d'exposition aux rayonnements ionisants

L'entrée en vigueur du décret n° 2018-434 du 4 juin 2018 portant diverses dispositions en matière nucléaire, transposant la directive 2013/59/Euratom du 5 décembre 2013¹ a notamment introduit, dans le décret « Procédures », des modifications réglementaires relatives à l'organisation de la radioprotection.

Le travail d'identification des modifications et des impacts pour le CEA est en cours, dans la perspective de la mise en place d'une organisation adaptée.

b. Reprise des sources scellées sans emploi et sous conditions particulières d'emploi

Les centres du CEA s'attacheront, dans la période 2018-2021, à constituer les dossiers de reprise des sources scellées sans emploi, selon une planification compatible avec les échéances de fin de prise en charge des différentes filières.

B. Gestion environnementale

a. Organisation et gestion des compétences

La politique de protection des intérêts 2018-2021 s'inscrit dans la démarche d'identification, d'évaluation et de prévention des risques dans le domaine de la santé des populations et de la protection de l'environnement, telle qu'engagée dans la politique précédente.

L'intégration, dans les référentiels CEA, des nouvelles exigences réglementaires relatives notamment au contrôle des effluents et à la surveillance de l'environnement devra se poursuivre.

Les axes de travail déjà initiés précédemment, dans le domaine de l'organisation et de la gestion des compétences, sont les suivants :

- poursuivre l'harmonisation des définitions / des missions / des organisations, sur la base de la circulaire interne² relative à l'organisation de la gestion environnementale au CEA ;
- piloter un système de management environnemental inspiré du référentiel ISO 14001, cohérent avec les objectifs et les priorités des programmes ;
- former les correspondants environnement des installations.

¹ Directive 2013/59/Euratom du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants.

² Circulaire MR n° 13 du 3 mars 2015 relative à l'organisation de la gestion environnementale au CEA.



Référence du document : ORG-03-21	Page : 4 / 7
Titre du document : Politique de protection des intérêts - 2018-2021	

b. Définir / développer / transmettre une culture de gestion environnementale

A l'image de la culture sécurité en matière de prévention des risques, y compris radiologiques, une priorité doit être donnée pour la période 2018-2021 à la définition, au développement et à la transmission d'une véritable culture de gestion environnementale, permettant notamment à chaque acteur de s'approprier les exigences réglementaires et leur déclinaison au CEA.

Pour cela, deux actions devront être particulièrement développées :

- organiser sur les centres des réunions *a minima* annuelles d'échanges et de coordination des acteurs de la gestion environnementale ;
- aborder la gestion environnementale lors des formations au poste de travail dans les installations.

c. Conformité réglementaire des équipements et des installations

Dans le cadre de la conformité réglementaire des équipements et installations, les actions prioritaires devront porter sur les thèmes suivants :

- prendre en compte les dispositions résultant de la réforme de l'évaluation environnementale, par une harmonisation des méthodes et du contenu des dossiers de demande ;
- gérer avec rigueur des produits réglementés (biocides et solvants notamment) ;
- s'agissant des installations nucléaires de base (INB) : déployer les prescriptions de la décision environnement ;
- s'agissant des installations, ouvrages, travaux et aménagements (IOTA) classées au titre de la législation sur l'eau : mettre à jour les dossiers administratifs relatifs aux installations relevant de la nomenclature « eau », vis-à-vis des évolutions réglementaires, et consolider la liste des installations correspondante.

C. Sûreté nucléaire

a. Poursuite du cycle des réexamens de sûreté

Les réexamens de sûreté devront se poursuivre durant la période 2018-2021, à la fois par la finalisation de ceux programmés pour les années à venir, et par le suivi des instructions de ceux déjà transmis aux autorités de sûreté.

b. Décliner les nouveautés réglementaires impulsées par les autorités de sûreté

Dans la continuité de la refonte de la réglementation technique générale applicable aux INB engagée par l'ASN sur la base de l'arrêté du 7 février 2012³, qui a été décliné au CEA avec notamment la mise à jour du référentiel de sûreté nucléaire, cette déclinaison des évolutions réglementaires devra se poursuivre durant la période 2018-2021, prioritairement par la mise en place de deux outils :

- le nouveau système de déclaration/autorisation pour les INB ;
- le suivi du vieillissement des installations et des équipements (obsolescence des matériels).

c. Management de la sûreté nucléaire

Une évaluation du système de management de la sûreté nucléaire devra être effectuée, en vue notamment de l'élaboration du rapport quinquennal relatif au management de la sûreté et de la radioprotection.

Par ailleurs, la déclinaison des exigences réglementaires relatives au système de gestion intégré devra être engagée.

³ Arrêté du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base.

Référence du document : ORG-03-21	Page : 5 / 7
Titre du document : Politique de protection des intérêts - 2018-2021	

d. Culture de sûreté nucléaire

Le maintien et l'amélioration de la culture de sûreté nucléaire des travailleurs CEA exerçant leurs activités dans les INB sont des éléments indispensables à l'obtention du niveau de sûreté nucléaire requis dans les installations.

Les axes de travail suivants devront être privilégiés durant la période 2018-2021 :

- poursuivre la formation à la culture de sûreté nucléaire des travailleurs exerçant leurs activités fréquemment ou occasionnellement dans les installations nucléaires, ainsi que ceux des projets concernant ces installations ;
- appliquer un référentiel commun de partage d'expérience permettant de capitaliser les retours d'expérience anciens.

e. Détection/analyse/correction des écarts et prévention de leur renouvellement

Afin d'améliorer la détection, l'analyse, la correction et la prévention des écarts, une méthode de traitement des écarts devra être définie dans le système de gestion intégré, comprenant la définition, la mise en œuvre et le suivi des actions correctives.

f. Traitement des événements significatifs

L'amélioration de l'analyse des événements significatifs, qui a été engagée dans la politique précédente, par une identification approfondie des causes, en particulier celles dues aux défaillances matérielles et celles liées aux facteurs organisationnels et humains, et par la définition des actions à mettre en œuvre, devra perdurer sur la période 2018-2021.

Pour ce faire, il conviendra de poursuivre la formation des acteurs concernés par l'analyse des événements significatifs aux méthodes d'analyse *a posteriori* (arbre des causes - Progadys) ainsi qu'à la rédaction et la validation des comptes-rendus associés, en y intégrant notamment les facteurs organisationnels et humains (FOH).

g. Gestion des compétences

Dans le domaine de la gestion des compétences, l'objectif de la politique de protection des intérêts est de mettre en application le processus de nomination (parcours professionnel, parcours de formation) des travailleurs occupant des fonctions de sûreté nucléaire (chefs d'INB, notamment).

D. Activités confiées à des intervenants extérieurs

Le recours à des intervenants extérieurs doit être maîtrisé de la contractualisation jusqu'à la fin de la prestation. Pour ce faire, le CEA a défini et met en œuvre une politique de maîtrise des activités confiées à des intervenants extérieurs, permettant de garantir le respect de ses obligations spécifiques, notamment en matière de sécurité/sûreté, eu égard aux différentes responsabilités qu'il assume en tant qu'exploitant d'installations réglementées.

Les situations rencontrées dans le cadre de collaborations, y compris pour des collaborations entre unités du CEA, présentent une grande variété (diversité des profils scientifiques, durée, équipements et substances employés, complexité des opérations, présence simultanée de personnes d'origines différentes, diversité des référentiels, etc.) et concourent à générer des risques spécifiques. La prise en compte de la sécurité/sûreté dans ce type de collaborations revêt donc un caractère très important.

Les axes de travail, déjà engagés pour partie dans le cadre de la politique 2015-2017, doivent être réaffirmés et approfondis pour la période 2018-2021.

Référence du document : ORG-03-21	Page : 6 / 7
Titre du document : Politique de protection des intérêts - 2018-2021	

a. S'approprier les modalités de contractualisation

Cette appropriation intégrera notamment la mise en œuvre des nouvelles dispositions du code des marchés publics.

b. Disposer de schémas organisationnels conformes, clairs, compris et admis par tous

L'objectif de la politique de protection des intérêts est de parvenir à une distinction et une clarification des situations suivantes :

- les collaborations scientifiques et techniques, nécessitant une généralisation des conventions de sécurité ;
- les chantiers de bâtiments et de génie civil, nécessitant une clarification des rôles du représentant du maître d'ouvrage (RMOA) et du conseiller à la sécurité et à la protection de la santé (CSPS) ;
- les opérations de maintenance, nécessitant de prévenir l'écueil des interfaces multiples.

c. Spécifier les exigences du CEA vis-à-vis des intervenants extérieurs en matière de gestion des compétences, et s'assurer de leur respect

Durant la période 2018-2021, une concertation entre la DSSN et la DAPS devra notamment être développée en vue d'intégrer dans les documents contractuels de véritables exigences en matière de gestion des compétences.

d. Consolider les méthodes/outils/compétences nécessaires à la surveillance des intervenants

La consolidation attendue dans le cadre de la politique de protection des intérêts consistera, d'une part, à identifier les travailleurs CEA participant ou réalisant la surveillance des intervenants extérieurs, et d'autre part, à former si nécessaire ces travailleurs ou certains d'entre eux.

G. Gestion des situations d'urgence

Le CEA dispose d'une organisation de gestion des situations d'urgence lui permettant de gérer les conséquences d'incidents et d'accidents éventuels qui mettraient en cause la sécurité ou la sûreté nucléaire.

Afin de garantir l'efficacité de cette organisation et de maintenir sa réactivité à un niveau élevé, continuant de tirer les enseignements d'événements passés et de dégager des axes d'amélioration issus d'exercices, le CEA maintient son objectif de renforcer ce dispositif durant la période 2018-2021.

a. Garantir une organisation de crise efficace

La garantie de l'efficacité de l'organisation de crise, qui doit toujours être recherchée, devra ainsi reposer sur les deux axes prioritaires suivants :

- disposer d'une vision précise des missions et fonctions nécessaires à l'organisation prévue pour la gestion des situations de crise ;
- définir les compétences requises pour chacune des fonctions, ainsi que les critères permettant de s'assurer que ces compétences sont acquises.

b. Améliorer l'organisation et la planification

L'amélioration de l'organisation de crise et de la planification comportera les axes de travail suivants :

- prendre en compte, dans les plans d'urgence, l'intervention des autorités gouvernementales en cas de crise (cellule interministérielle de crise, notamment) ;
- développer des procédures et des outils communs de gestion des situations de crise ;



Référence du document : ORG-03-21	Page : 7 / 7
Titre du document : Politique de protection des intérêts - 2018-2021	

- mettre en place et faire vivre les plans de continuité ou de rétablissement des activités essentielles du CEA ;
- vérifier la pertinence des données à partager pour caractériser l'état des installations en cas d'événement, et mettre en place les moyens nécessaires au partage de ces informations entre cellules de crise.

c. Organiser les exercices de crise

La planification d'exercices de crise, d'ampleur et de thématiques variées, est une composante permanente de la politique de sécurité, allant des exercices locaux à ceux mobilisant l'ensemble des acteurs de l'organisation nationale de gestion de crise (autorités de sûreté et de sécurité, pouvoirs publics compris).

Des exercices inopinés seront également organisés pour s'assurer de la réactivité des équipes et de l'adéquation des délais de grèvement des différentes cellules de crise.





L'Administrateur général

Date : 19 décembre 2018

N/Réf. : AG 2018/232

La protection des intérêts que sont la sécurité, la santé et la salubrité publiques ainsi que la protection de la nature et de l'environnement se traduit, pour le CEA, par l'implication de l'ensemble des personnels sur les enjeux de sécurité, notamment de sûreté nucléaire.

Elle constitue un impératif dans la conduite des projets dont le CEA a la responsabilité. Je considère que, dans ce domaine, nos actions doivent en **permanence être guidées par l'exigence**, la rigueur et la vigilance, au-delà du respect de la réglementation. La mobilisation à tous les niveaux de notre organisation est indispensable : il en va de notre efficacité et de notre responsabilité individuelle et sociétale.

Le plan d'amélioration continue de la sécurité 2015-2017 a permis de progresser de façon significative sur des axes essentiels, comme notamment :

- la mise en œuvre des plans d'actions tant pour la sûreté nucléaire que pour la gestion de crise au vu du retour d'expérience de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi ;
- l'appropriation de la prévention des risques par des actions de sensibilisation, de formation, ainsi que par l'exploitation et le partage des retours d'expérience et le développement d'une attitude interrogative systématique.

Le nouveau plan d'amélioration continue de la sécurité pour la période 2018-2021 s'inscrit dans la continuité des précédents plans en renforçant notamment les progrès et acquis et en donnant une nouvelle impulsion à notre dynamique d'amélioration continue dans les différents domaines de la sécurité. Il définit ainsi des axes de progrès en matière de recherche permanente d'amélioration de la sûreté des installations nucléaires et de maîtrise des activités confiées à des prestataires. Il rappelle la nécessité d'une grande rigueur dans la surveillance de l'impact de nos activités sur l'environnement. Enfin, il rappelle l'objectif d'amélioration continue de notre capacité de gestion des situations d'urgence.

Ce plan s'appuie sur la mise en œuvre, au quotidien, de bonnes pratiques de vigilance et de rigueur dans l'ensemble des unités du CEA, tant opérationnelles que fonctionnelles, avec pour objectif essentiel de garantir l'efficacité et la robustesse de la chaîne opérationnelle et décisionnelle en y intégrant la sécurité.

Poursuivant notre démarche d'amélioration de la culture de sûreté, le plan quadriennal 2018-2021 consolide la formation à la culture de sûreté nucléaire des travailleurs exerçant leurs activités dans les installations nucléaires.

La consolidation des pratiques liées à la **surveillance des intervenants extérieurs** est également attendue.

Je compte sur **l'implication personnelle de tous, au quotidien et dans l'ensemble de nos activités**, pour que les orientations décrites dans le plan en vigueur se déclinent par des actions concrètes et se traduisent par des résultats tangibles dans l'amélioration de notre sécurité.

Je confie à la Direction de la sécurité et de la sûreté nucléaire le soin de la coordination de ce nouveau plan, d'en vérifier l'efficacité et de m'en rendre compte.

François JACQ

